LETTRE

DE JEANBON-SAINT-ANDRÉ,

MEMBRE DE LA CONVENTION NATIONALE,

A la Société des Amis de la République de Montauban.

Paris le 30 janvier 1793, l'an 2 de la République.

FRÈRES ET AMIS,

C'EST avec la plus vive douleur que j'ai appris qu'il s'est élevé dans votre sein des discussions très-animées qui ont été sur le point de dégénérer en querelles scandaleuses. Vous avez donc payé le tribut, comme la plupart des autres Sociétés de la République, à la destruction de la tyrannie; & cette ville que j'avais tâché de prémunir contre ces scènes déplorables, que j'espérais de voir tranquille au milieu des orages, a eu aussi sa part de la secousse politique qui a agité la France. Citoyens, cessez de vous plaindre de nos débats. La Convention Nationale est une arène que vous avez ouverte à notre zèle & à notre courage; & quand des passions ennemies du bien public osent s'y montrer, il faut bien les combattre. Mais vous, spectateurs de

ces luttes, vous pour qui nous les soutenons, pourquoi voulez-vous nous ravir la consolation de savoir que votre repos est le prix du sacrifice que nous vous faisons du nôtre? Ah! je m'y étais bien attendu que partout on travaillerait à semer la discorde & les mefiances; je l'avais pensé, & je vous en avais avertis. Pourquoi donc avez-vous donné dans le piège? Du calme, Citoyens, du calme. Laissez ceux de vos Représentans qui veulent le salut public, monter à la brèche pour vous. Ils ne manqueront pas à leurs devoirs; mais ils ne peuvent être forts que de votre tranquillité. Déjà Lepelletier est mort pour vous, & il n'est pas un de ceux qu'on appelle les *factieux* ou les *anarchistes* de la montagne qui n'envie son sort. Laissez donc ces prétendus *amis des lois* qui trouvent beaucoup plus commode de calomnier les bons Citoyens que de l'être eux-mêmes, laissez-les se tourmenter tout à leur aise. L'erreur & l'iniquité n'ont qu'un moment: la justice & la vérité sont éternelles.

Citoyens, je sais qu'on cherche à vous égarer par de vaines terreurs. On vous a parlé d'une faction d'Orléans, & l'on nous accuse d'en être. Cette inculpation nous a été faite à la tribune par Buzot, Louvet & autres. Mais si vous aviez pu y croire un instant, pourquoi ne m'avez-vous pas demandé des explications là-dessus? Ne craignez jamais de m'interroger; je serai toujours prêt à vous répondre. Concevez-vous, Citoyens, tout ce qu'il y a d'absurde & d'odieux à prétendre que des patriotes veulent un Roi, & que ce Roi ce soit précisément Égalité? Jamais nous ne transigerons avec la tyrannie; sous quelque forme qu'elle se présente, nous avons juré de l'exterminer, & nous tiendrons notre serment. Quels que fussent les talens & les vertus d'un homme, il ne peut point prétendre à l'honneur de nous commander: & l'on veut nous avilir au point de nous supposer capables de mettre la cou-

ronne sur la tête d'un homme qui n'a ni talens ni vertus! Mais si nous voulons de cet homme pour Roi, pourquoi n'avons-nous aucune liaison avec lui ni avec ses partisans, tandis que Brissot & ses amis sont étroitement unis avec Sillery son commensal, qu'ils se voient fréquemment, mangent fréquemment ensemble, & adoptent les mêmes principes politiques? Mais quelle est, pour le dire en passant, cette astucieuse conduite qui rapproche des hommes qui ont l'air de se combattre, tandis qu'au fond ils sont parfaitement d'accord? Ah! c'est qu'il faut détruire, anéantir le patriotisme; & rien ne coûte pour cela: l'hypocrisie devient vertu. Orléans n'a point de parti, il n'en aura jamais, il n'en peut pas avoir, & s'il était possible qu'il en eût, il ferait composé précisément de ceux qui nous accusent d'en être. Voilà des vérités que vous ne pouviez pas savoir, mais que je vous affirme avec la confiance de ne pouvoir pas être démenti.

On vous a dit encore que nous voulions mettre le pauvre aux prises avec le riche; & l'on vous a encore trompés. On débitait cette même sottise avant la révolution du 10 août; & dès cette époque les gens sensés étaient obligés de s'en moquer ou de la combattre. Nous voulons au contraire assurer la propriété sur des bases inébranlables, & c'est pour cela que nous voulons travailler à faire disparaître, s'il est possible, cette inégalité choquante qui n'a laissé pendant trop long-temps à un grand nombre de Citoyens d'autre partage que l'indigence & les besoins. Citoyens, demandez un peu à ces hommes irréfléchis qui se plaignent de nos vues, s'ils craignent davantage pour leurs propriétés de la part de celui qui a quelque chose, que de ceux qui n'ont rien. Si donc tous avaient le nécessaire, la propriété de chacun serait plus surement respectée. La conséquence est, je crois, sans réplique. C'est donc pour l'intérêt du riche qu'on agit en travaillant à rendre le

pauvre heureux. Et qu'ils ne difent pas que nous voulons arriver à ce but par des déchiremens & des convulfions. Non. C'eft eux-mêmes qui par leurs craintes inconfidérées, par leurs plaintes indifcrettes, répandent des idées dangereufes qui font le réfultat de leur propre méchanceté. C'eft avec du temps, c'eft par de bonnes lois, c'eft en rendant le luxe ridicule, & l'or, s'il fe peut, inutile, que nous voulons diminuer le poids de la pauvreté. Mais, quoiqu'on veuille accréditer cette horrible abfurdité, nous ne voulons partager ni le champ ni la vigne de perfonne ; & quand nous le voudrions, le pauvre, qui eft jufte, & qui a plus de vertus qu'on ne lui en fuppofe, ne le voudrait pas. Le pauvre ne demande que du travail & des mœurs. Quand il a cela, il eft content. Que ceux qui fe plaignent de lui me difent s'ils s'en contenteraient également.

Quant à l'égalité des droits, nous la voulons pleine & entière. Nous rejetterons avec indignation tout plan de République oligarchique ou ariftocratique ; & certes nous ne créerons pas une nobleffe fous quelque dénomination ou forme que ce puiffe être. Nous nous plaignons des efforts que fait en ce moment l'ariftocratie bourgeoife. Et qu'eft-ce qui s'oppofe en effet à toutes les mefures de falut public ? qu'eft-ce qui a formé des ralliemens autour de la royauté ? qu'eft-ce qui a voulu fauver le tyran ? qu'eft-ce qui a favorifé par des vœux & par des intrigues l'appel au Peuple & le furfis ? qu'eft-ce qui a créé une faction imaginaire d'Orléans ? une faction mille fois plus imaginaire encore de Marat ? une faction de Robefpierre ? une faction de la montagne ? qu'eft-ce qui a répandu partout le trouble fous de vains prétextes, & par d'infames calomnies, fi ce n'eft cette foule de roturiers qui, fortis de la boue il y a deux jours, fe croient plus que les autres hommes, parce qu'ils ont de la fortune & des

prétentions ? qu'eſt-ce qui alimente encore ces mêmes troubles, ces mêmes calomnies dans les Départemens?.. Je me diſpenſe de répondre à cette queſtion. Les faits parlent aſſez haut, & je ne crois pas qu'il ſoit poſſible de les nier.

Citoyens, je reviens à l'exhortation qu'il vous eſt ſi important de bien imprimer dans votre eſprit & dans votre cœur. Soyez calmes, comme il convient à des hommes libres. Ne renouvelez plus au milieu de vous le ſpectacle affligeant de frères diviſés & déſunis. On déſire votre diviſion, & c'eſt parce qu'on la déſire que vous devez tout faire pour la prévenir. Marſeille auſſi a été égarée un moment. Mais tel eſt l'inſtinct puiſſant de la liberté qui anime les Citoyens de cette ville, qu'ils ſont bientôt revenus d'une erreur funeſte. Vous reviendrez comme eux, vous ouvrirez les yeux comme eux, ſi vous ne l'avez déjà fait, & vous verrez par quelles infernales machinations on avait tenté de vous abuſer. Les fédérés des Départemens étaient abuſés auſſi. Ils croyaient, avant d'arriver, que Paris était un repaire de brigands, & que les Membres patriotes de la Convention était une collection d'aſſaſſins. On le leur avait tant répété, qu'ils étaient pardonnables de le croire. Ils ſont venus, & ils ont été détrompés, & ils ont ſerré dans leurs bras ces mêmes hommes que les *amis des lois* voulaient leur faire fuſiller Ils ont planté dimanche dernier, ſur la place du Carrouſel, l'arbre de la fraternité : cérémonie touchante, où tous les ſentimens qui font les charmes de la ſociété ont brillé ſur le viſage épanoui de plus de cent mille Citoyens. Puiſſe cet exemple être imité partout, & puiſſe-t-il l'être de bonne foi! Alors tous ſoumis à la loi, nous la reſpecterions véritablement, & nous ne croirions jamais nos intérêts bleſſés, parce que nous n'en aurions d'autre que celui de la choſe publique.

Le calme qui règne à Paris n'eſt point, comme on

vous l'a dit, le calme de la terreur, & l'émigration qui a eu lieu n'eſt point celle des amis de la patrie. C'eſt celle des brigands raſſemblés dans cette ville par l'eſpoir du ſurſis & de l'appel au peuple. Déconcertés, ils ont été forcés de fuir, & le renouvellement du comité de ſureté générale a achevé de les confondre. Le Palais-royal, inveſti dimanche dernier par une meſure ſi bien combinée, que 20 mille hommes commandés pour cette expédition ne ſavaient pas même où ils allaient, recélait dans ſon ſein un tas d'hommes perdus de mœurs, & diſpoſés à tout entreprendre. On en a arrêté un grand nombre, parmi leſquels eſt un complice de l'aſſaſſin de Lepelletier, qui avait mis un mouchoir ſur la bouche de cet infortuné, pendant que ſon infame compagnon lui arrachait la vie. La Section de la Halle au blé, informée d'autre part qu'il ſe faiſait des raſſemblemens nocturnes dans une maiſon de la rue d'Orléans, n.° 17, envoya des Commiſſaires, pour s'aſſurer du fait. Il réſulte du procès verbal dreſſé par ces Commiſſaires que ces raſſemblemens d'environ 50 perſonnes avaient lieu depuis que la Convention avait entamé le jugement du tyran, & ils ſe formaient dans l'appartement de *Valazé*, Membre de la Convention Nationale, qui n'eſt point de la montagne. Voilà des faits. Eſt-il étonnant qu'ils nous fourniſſent matière aux plus ſérieuſes réflexions, à nous qui en ſommes les témoins? Ceux qui y prennent un intérêt moins vif peuvent ſe lamenter ſur le ſort de ces *honnêtes gens*, à qui l'on ôte la faculté de commettre de nouveaux crimes. Les vrais ſans-culottes s'en réjouiſſent, parce qu'ils veulent véritablement la paix, qui eſt fondée ſur la juſtice.

La Convention Nationale s'occupe du bien public, quoiqu'on eſſaye bien encore de la détourner de ſes travaux par des incidens. Un Membre, & c'eſt encore, il faut en convenir, un malheureux *anarchiſte* de la

montagne, nous a préſenté un travail conſidérable & très-intéreſſant ſur les ſecours que la République doit accorder aux vieillards, aux enfans & aux veuves pauvres. Cet ouvrage reſpire la plus pure humanité, la plus douce bienfaiſance. Il pourra éprouver quelques amendemens; mais le fond eſt très-bon, & il fait beaucoup d'honneur à l'homme eſtimable qui en eſt l'auteur. Cela vaut bien mieux que de déclamer contre Paris, & d'appeler aux frais des adminiſtrés, & ſur les ſous additionnels deſtinés par la loi à d'autres uſages, les fédérés des Départemens.

J'avais réſolu de ne vous écrire qu'après avoir reçu des lettres de vous. La circonſtance m'ayant paru urgente, j'ai cru devoir paſſer par-deſſus cette réſolution. J'oſe eſpérer que vous voudrez bien m'en tenir compte, & reconnaître en cela les ſentimens de la vive amitié que j'ai pour vous. Encore une fois, en finiſſant, paix & tranquillité : vous êtes aſſez forts pour ne vous venger des intrigans que par le ſilence.

JEANBON-SAINT-ANDRÉ.

Imprimé par les ſoins de la Société des Amis de la République.

A MONTAUBAN,

Chez FONTANEL, père & fils, Imprimeurs-Libraires.